



Déclaration de la FNEC FP-FO au CHSCT-M du 2 juillet 2020

Mesdames et Messieurs,

Non seulement Monsieur MACRON n'a pas suspendu les réformes durant la crise sanitaire, mais son gouvernement tente de faire passer toutes celles qui n'avaient pas été menées à leur terme.

Pour les citoyens, c'est un état d'urgence maintenu avec son cortège de remise en cause démocratique. FORCE OUVRIERE en demande l'arrêt.

Pour l'ensemble des salariés, c'est la scandaleuse réforme des retraites dont le but à peine caché est de diminuer les pensions et retraites de tous. FORCE OUVRIERE demande qu'elle soit abandonnée.

Pour les fonctionnaires, c'est l'application de la loi dite de transformation de la fonction publique qui aboutit à interdire aux agents d'être représentés. C'est la poursuite de l'austérité salariale avec le gel du point d'indice. FORCE OUVRIERE demande 18% du rattrapage dû depuis 2010.

Pour les personnels du Ministère, ce sont les vieilles lunes de toujours qui ressortent : l'autonomie des établissements scolaires et la création d'un statut de directeurs, le transfert d'une partie des enseignements sur les collectivités par le dispositif 2S2C (l'école du socle de FILLON et de son successeur PEILLON), le télétravail institutionnalisé, la précarité et la flexibilité comme instrument de gestion de ce que vous appelez les ressources humaines.

Non seulement Monsieur MACRON ne tire pas les enseignements de la crise, mais il en rajoute. Le SEGUR de la santé s'avère être une nouvelle opération de communication, et le prétexte à démolir un peu plus les acquis collectifs par l'individualisation des salaires et des primes, la réorganisation des services de santé publics et privés afin de poursuivre les suppressions de postes dans les hôpitaux.

Le désaveu dont le parti présidentiel est l'objet, élections après élections, les crises sociales connues par le pays ces dernières années devraient conduire Monsieur MACRON et son gouvernement à écouter les revendications exprimées et à cesser de leur tourner le dos.

Le 24 juin devant les DSDEN et les rectorats à l'appel d'un grand nombre d'organisations syndicales, le 30 juin avec les personnels hospitaliers là aussi accompagnés par les fédérations syndicales et les collectifs de défense, par milliers et milliers les salariés demandent qu'il soit mis un terme à cette politique où les milliards sans contrepartie sont distribués aux entreprises et où le chômage, les baisses de salaires sont pour les salariés alors que les bénéfices sont pour les actionnaires !

La démocratie c'est le droit de manifester et circuler pour tout citoyen, mais c'est aussi respecter et écouter les salariés et leurs représentants. Nous sommes bien loin du compte et la FNEC FP-FO le dit ici, la rentrée scolaire ne pourra pas avoir lieu dans les conditions dans lesquelles vous la préparez, c'est impossible, ce serait irresponsable.

Un dernier mot pour condamner ici solennellement, le décret sur la médecine de prévention dans la fonction publique.

Tous les ministres se sont assis sur la législation depuis 1983 et Monsieur BLANQUER comme les autres, mais cette réglementation existait et elle avait l'objectif clair de protéger les salariés au travail. Elle avait le mérite d'exister et les syndicats de la fédération FORCE OUVRIERE n'étaient pas les derniers à en exiger l'application, y compris devant les tribunaux et souvent avec succès.

Alors quoi de plus simple pour le ministre de la fonction publique et son acolyte secrétaire d'état en pleine crise sanitaire que de prendre un décret pour supprimer le suivi médical des agents, de substituer à la visite médicale faite par un médecin spécialiste un entretien infirmier, de détricoter un peu plus le statut général de la fonction publique en ce qu'il avait de protecteur pour les agents.

Ce sera un des droits fondamentaux qu'il faudra reconquérir pour les personnels, ils pourront compter sur la fédération FORCE OUVRIERE pour les y aider.